



Comité
Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP)
des Seigneuries



AUTOMNE 2016

LE HÉRAUT





À LA UNE!

Un partenariat qui porte fruit!

Cet automne, nous avons amorcé d'importants travaux pour la restauration de la frayère St-Charles au parc de la commune à Varennes. Ce projet élaboré en étroite collaboration avec la ville de Varennes va permettre de réhabiliter cette frayère considérée à haut potentiel pour les espèces sportives telles le brochet, le doré, la perchaude et l'achigan mais qui a malheureusement subi d'importantes détériorations au fil du temps. Ce projet permettra de rétablir cet habitat faunique pour assurer sa pérennité. D'abord des travaux de stabilisation végétale et d'enrochement viendront freiner l'érosion sur une portion détériorée de la rivière St-Charles. Cinq des six paliers de la passe migratoire seront remplacés et du dragage permettra de retirer une quantité importante de sédiments et de végétation dans les étangs et du ruisseau. Enfin, au printemps prochain, une corvée communautaire impliquant le collège St-Paul de Varennes et le département d'horticulture en Environnement du cégep régional de Lanaudière à Joliette pourra permettre la plantation d'arbustes indigènes pour renaturaliser les rives dénudées.



Partenaires :



VARENNES



Héraut : Officier d'armes chargé de porter des messages importants.

Réalisation:

Sophie Lemire et Ophélie Drevet

Rédaction, photos et mise en page.

Courriel: seigneuries@zipseigneuries.com

Téléphone: (450) 713-0887

Adresse: 1095, Notre-Dame, C.P. 353, Saint-Sulpice (Qc), J5W 4L9

SOMMAIRE

Introduction

3

À L'action!

4

Faits divers

5

Suite des faits divers

6

Participation, réalisations et événements à venir

7

Adhésion

8



INTRODUCTION

Des nouvelles de l'équipe

Mot de notre directrice

À notre dernier numéro, nous vous annonçons l'arrivée de notre nouvelle chargée de projet, Ophélie Drevet. Plusieurs d'entre vous l'avez peut-être déjà rencontrée puisqu'elle est active sur plusieurs fronts et en peu de temps a déjà tendu maintes perches pour ficeler des partenariats pour la réalisation d'actions sur notre territoire. Originaire d'Échirolles dans les Alpes françaises, c'est son attirance pour le Grand nord et les grands espaces qui l'a conduite, il y a 8 ans, à vivre un parcours hors du commun en terre québécoise. Ses études l'ont mené d'abord au cégep de La Pocatière, à l'UQTR à Trois-Rivières puis, en maîtrise en sciences de l'eau à l'INRS de Québec où elle s'est penchée sur la contamination des perchaudes à proximité d'une mine de Sudbury. Après un séjour de plus d'un an au Témiscamingue où elle a coordonné le programme éducatif «Engagé au fil de l'eau», Ophélie a maintenant le vent dans les voiles pour déployer cœur et énergie pour la réhabilitation et de mise en valeur du corridor fluvial du St-Laurent. Attachez vos ceintures, on décolle!

Sophie Lemire



Ophélie et Éveline

Mot de notre stagiaire

Lors de l'été 2016, j'ai eu l'opportunité d'effectuer un stage qui fut fort enrichissant au sein du Comité ZIP des Seigneuries. J'y ai découvert un organisme d'une polyvalence hors pair, qui s'épanouit de manière notable depuis les dernières années et qui réussit constamment à se surpasser dans ses réalisations. J'ai pu côtoyer une équipe compétente, généreuse et véritablement dévouée à leur mission de protéger, réhabiliter et mettre en valeur notre cher fleuve. En tant qu'étudiante, je me considère extrêmement chanceuse d'avoir pu toucher à autant de projets différents à l'intérieur du même stage. J'ai entre autres pu contribuer à l'avancement du dossier de l'accès aux rives et au plans d'eau du Saint-Laurent de la Table de concertation régionale Haut-Saint-Laurent – Grand Montréal. Je remercie énormément Sophie et Ophélie pour tout le temps qu'elles m'ont accordé tout au long de cette expérience très formatrice. Au plaisir de les revoir possiblement lors d'autres futures collaborations professionnelles!

Evelyne Paquette-Boisclair

Une AGA réussie et de nouveaux membres au CA

Le 21 juin dernier, une trentaine de personnes se sont déplacées à notre assemblée générale annuelle pour en apprendre plus sur nos réalisations et participer à la vie démocratique du Comité ZIP. Un nouveau conseil d'administration a été élu et pour la première fois depuis 2004, l'ensemble des sièges est pourvu. Aussi, afin de répondre à la demande, deux observateurs ont été nommés sur le CA. Nous souhaitons la bienvenue aux nouveaux venus et remercions l'ensemble des membres pour leur implication. Soulignons le départ d'une de nos doyennes, Mme Ghislaine Mercier, impliquée depuis juin 2002 pour notre comité (Suite p. 4).

Sont réélus : M. Jean-Marie Bedard et M. François-Michel Ouellet (Secteur environnement), M. Danny Pauzé (Secteur éducation et culturel), M. Mathieu Vallée et M. Martin Massicotte (Secteur municipal), M. Guy Vandandaigue (Secteur industriel et économique).
Nouvellement élus : M. Alain Arseneault en remplacement de M. Patrick Daneau (Secteur industriel et économique), M. Alain Lavoie (Secteur récréotouristique), M. Éric Sauvé (Citoyen).

Observateurs nommés : M. Marc Proulx (ville de Contrecoeur) et Mme Cassandra Laroche (Citoyenne de Lanoraie).

Lors de la soirée, les gens ont pu assister à une conférence du professeur/chercheur Gilbert Cabana sur les enjeux associés au rejet des eaux usées de Montréal l'automne passé. Monsieur Cabana a mis en avant ses recherches sur la qualité de l'eau du fleuve tout en faisant observer qu'il n'y a pas eu d'effet notoire suite au Flushgate. Nous souhaitons le remercier pour cette allocution qui a été très appréciée par les membres présents.

Les eaux usées ne remontent pas encore le fleuve!

- Gilbert Cabana

LE HÉRAUT

3



À L'ACTION!

Un premier portrait pour les accès au fleuve

Depuis décembre 2014, les Comités ZIP des Seigneuries, du Haut-Saint-Laurent et Jacques-Cartier coordonnent la Table de concertation régionale (TCR) Haut-Saint-Laurent – Grand Montréal. L'un des quatre grands enjeux dont se préoccupe la TCR est celui de l'accès aux rives et aux plans d'eau du fleuve. En effet, la population cherche de plus en plus à se réappropriier le fleuve pour tirer parti de ses usages et ses richesses naturelles. Dans cette perspective, un comité de 17 membres a été formé pour se pencher sur les différentes problématiques relatives à cet enjeu. Une première démarche a consisté à établir le portrait des accès au fleuve et de ses modalités pour permettre une juste compréhension des problématiques pour l'émission de recommandations adaptées.

Le Comité ZIP des Seigneuries y a joué un rôle prépondérant en répertoriant durant l'été 2016, plus de 300 accès aux rives et aux plans d'eau publics et privés sur tout le territoire. Près de la moitié des accès listés se sont avérés entièrement gratuits à tous et offrent des infrastructures telles que des quais et des rampes de mise à l'eau, ou simplement un accès naturel permettant aux embarcations légères d'accéder au fleuve. Parmi les problématiques relevées de ce portrait, on note que les municipalités ou les organisations possèdent parfois des accès peu connus des citoyens qui ne sont plus entretenus depuis plusieurs années. Ces sites sont parfois peu publicisés en raison de difficultés de gestion advenant un achalandage accru ou la dégradation des installations. Enfin, d'autres organisations sont propriétaires d'accès potentiels non exploités et démontrent un intérêt à aménager davantage pour pouvoir accueillir les plaisanciers.

Deux rencontres de ce comité ont permis de recenser les préoccupations des membres et de discuter d'enjeux préoccupants, comme par exemple les différences de tarification. Des propositions de chantiers sont en cours dont celle d'établir un code de conduite et d'explorer les avenues de surveillance et de sensibilisation sur le fleuve. À suivre!

Collaboration: Éveline Paquette-Boisclair

Départ d'une femme de coeur et d'action

Après 14 ans d'implication au sein de notre comité, Mme Ghislaine Mercier a tiré sa révérence de notre conseil d'administration. Pour lui exprimer notre gratitude pour sa participation active au sein de notre organisation pendant toutes ces années, nous l'avons convié à notre goûter sur les enjeux du PARE du 22 septembre dernier. Nous en avons profité pour lui remettre un cadre illustrant une femelle canard malard, une reproduction d'une œuvre en pointillisme de la talentueuse Doris Lacovelli. Madame Mercier continuera heureusement d'œuvrer avec nous au sein du comité de concertation pour la réfection et la mise en valeur des infrastructures nautiques de St-Sulpice.

Dans le cadre de ce comité, nous oeuvrons pour dénouer l'impasse que représente les coûts démesurés d'entretien de telles infrastructures pour une petite municipalité. Ce site, légué par le gouvernement fédéral en 1997, doit périodiquement subir un dragage d'entretien pour permettre l'accès lors des périodes de bas niveaux d'eau. Malheureusement, cette problématique porte entrave au plein essor économique et touristique des îles. Ces dernières années, nous avons travaillé pour détailler les options logistiques possibles pour le dragage et fournir une estimation grossière des coûts afin de faciliter les demandes de financement pour lesquels ce type de projet pourrait être éligible. Les membres ont aussi préparé des plans d'aménagement pour bonifier l'offre au quai en permettant différents secteurs d'activité de manière à limiter les conflits d'usage. En avril dernier, une rencontre du comité avec le maire de St-Sulpice et son directeur des services a permis de leur transmettre ces informations. M. le maire a alors exprimé son intérêt à amorcer le dossier dès cette année en donnant le mandat logistique à un ingénieur. Depuis ce temps, quelques possibilités de demandes de subvention leur ont été proposées, mais malheureusement à de trop courts délais. C'est à suivre!



Jean Dallaire (Administrateur), Ghislaine Mercier, Jacques Durocher (Président) et Sophie Lemire (Directrice générale).



FAITS DIVERS

Quels impacts auront les changements climatiques sur le fleuve Saint-Laurent ?

Le fleuve Saint-Laurent est un axe commercial important et une multitude d'activités socioéconomiques y sont pratiquées, notamment dans le tronçon Ontario-Québec et Trois-Rivières. Selon diverses études, les changements climatiques pourraient résulter en une baisse importante du niveau d'eau des Grands-Lacs, ce qui entraînerait des épisodes de plus faibles débits et de bas niveaux dans le fleuve Saint-Laurent. Afin d'évaluer les coûts économiques de ces impacts potentiels et de proposer des options d'adaptation, le Consortium Ouranos sur la climatologie a publié une étude en avril dernier à laquelle ont participé des chercheurs de plusieurs universités du Québec. En fait, Ouranos a fourni aux chercheurs des scénarios hydroclimatiques hypothétiques sur un horizon de 50 ans, soit de 2015 à 2064. Avec ces données, les chercheurs ont analysé six secteurs d'activité qui pourraient être affectés par le bas niveau d'eau et le faible débit du fleuve dans le secteur entre la frontière ontarienne et Trois-Rivières. Parmi ceux-ci, on retrouve le transport maritime, les services écosystémiques et la pêche ainsi que la navigation de plaisance.

Le transport maritime

Le transport maritime est un joueur important dans la santé économique de la province. Plus de 75% des industries québécoises se situent en bordure ou à proximité du fleuve et un nombre important d'entre elles utilisent le fleuve comme voie commerciale. Selon les projections, les changements climatiques pourraient avoir un impact sur le commerce maritime puisque le type, le volume, la saisonnalité et la distribution des précipitations entraîneraient une modification des débits et des niveaux d'eau des voies navigables. Plus précisément, une baisse des niveaux d'eau affecterait la capacité de chargement des navires, le détournement du trafic, les transferts modaux et la fluctuation des volumes de stocks. À cet effet, quatre mesures d'adaptation ont été proposées par l'étude, soit le dragage, la construction d'ouvrages, le transfert d'activités portuaires et la minimisation du dégagement sous quille (distance minimale entre le point le plus bas du navire et le fond du cours d'eau en eau calme). Selon les résultats de l'étude, deux solutions sont envisageables, soit, le dragage et la minimisation du dégagement sous quille, les deux autres étant beaucoup plus dispendieuses à réaliser. Il est important de souligner que ces mesures d'adaptation préconisées par l'étude ne tiennent pas en compte de la valeur totale des impacts environnementaux et sociaux que celles-ci pourraient entraîner.

Les services écosystémiques et la pêche

L'analyse des services écosystémiques a été basée principalement sur les activités et les services qu'offre la région du lac Saint-Pierre. En fait, ce territoire est la plus grande plaine inondable d'eau douce au Québec, elle représente plus de 40% des milieux humides le long du Saint-Laurent, et les îles de Sorel (103 îles) constituent le plus important archipel du fleuve. L'écosystème est riche puisque plus de 288 espèces d'oiseaux et 79 espèces de poissons y habitent. Il est clair que les services offerts par ces écosystèmes, par exemple la fourniture de biens (poissons pêchés) et les services de régulation écologique (prévention des inondations, purification de l'eau) bénéficient autant aux communautés riveraines qu'aux visiteurs. Les changements climatiques pourraient donc avoir des conséquences importantes notamment sur le régime hydrique du lac, ce qui pourrait résulter en des crues plus hâtives et des périodes de sécheresse plus importantes. Ceci entraînerait une réduction de la superficie de la plaine inondable, ce qui favoriserait une augmentation des activités humaines dans certaines zones (l'agriculture, par exemple). Aussi, des mortalités importantes de poissons pourraient être observées à la suite de l'augmentation de la température de l'eau. Du point de vue économiques, les pertes quant aux écosystèmes et à la biodiversité sont difficiles à chiffrer. En réalité, des études dans le domaine démontrent que la réelle contribution des écosystèmes au bien-être humain est mal évaluée.

Six mesures d'adaptation ont été proposées par l'étude, soit entre autres, restaurer les zones riveraines et les plaines inondables, modifier les pratiques agricoles, protéger et restaurer les habitats des espèces menacées ou vulnérables et éduquer et sensibiliser le public. En réalité, ces mesures sont aussi valables et pertinentes peu importe l'ampleur ou le moment d'occurrence des impacts des changements climatiques. Quant à l'évaluation des coûts économiques de ces mesures d'adaptation, il est difficile de les chiffrer. Une chose est certaine toutefois, l'étude a démontré que les populations sondées affichent une volonté ferme à payer pour protéger les services écosystémiques du lac Saint-Pierre.

Suite page suivante -->

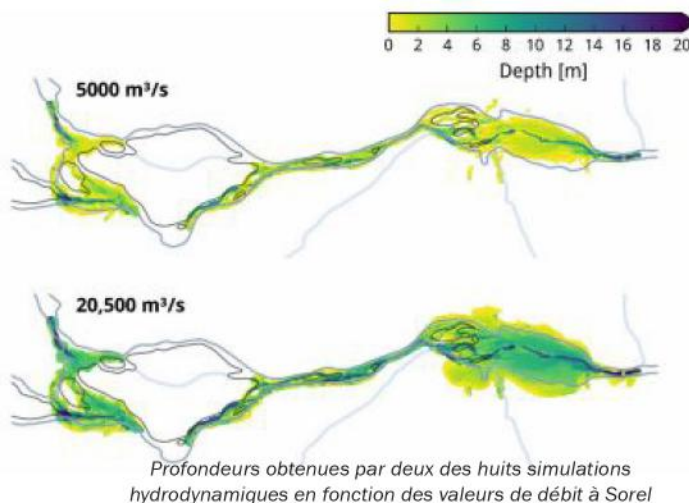


SUITE

Navigation de plaisance

La navigation de plaisance sur le fleuve Saint-Laurent est un secteur aussi important qui devra s'adapter aux changements climatiques. En moyenne, près de 9 000 embarcations, soit les bateaux à moteur et les voiliers, naviguent dans la partie supérieure du fleuve chaque année, sans compter les 16 entreprises de bateaux de croisières et d'excursion qui sont présentes dans ce tronçon fluvial. Au total, près de 2,5 milliards de dollars et plus de 37 000 emplois sont générés par la navigation de plaisance par année. Les bas niveaux de l'eau du fleuve et les événements extrêmes pourraient affecter les infrastructures qui sont souvent sensibles aux fluctuations de l'eau, par exemple, l'inondation des quais, l'assèchement des rampes de mise à l'eau, la navigation périlleuse, les bris d'équipements nautiques ainsi que la diminution du nombre de jours navigables, ce qui entraînerait une perte économique pour l'ensemble des secteurs qui gravitent autour de la navigation (marinas, restaurants, sites touristiques, etc.). L'étude démontre que les impacts de la baisse des niveaux d'eau affecteront particulièrement trois secteurs du fleuve, soit la région de Montréal, les îles de Boucherville et de Contrecoeur, ainsi que la région du lac Saint-Pierre. Selon l'étude, la baisse des niveaux d'eau pourrait entraîner des pertes se situant entre 64 et 77 millions de dollars par année.

Les mesures d'adaptation potentielles sont nombreuses, soit techniques (dragage, réorganisation et modernisation des installations maritimes, ouvrages de protection, balisage, marquage), soit organisationnelles (naviguer dans des secteurs moins touchés, modifier les itinéraires, opter pour des embarcations à tirant moins élevé). Il est toutefois très difficile de quantifier adéquatement les coûts et de ces adaptations, entre autres à cause du manque de données disponibles.



En conclusion, les résultats de l'étude coordonnée par Ouranos démontrent que les épisodes de bas niveau du fleuve auront très certainement des conséquences dans plusieurs secteurs d'activités reliés au fleuve Saint-Laurent. Toutefois, cette étude fait ressortir que les coûts économiques les plus importants sont associés aux impacts potentiels sur les services écosystémiques et la pêche ce qui démontre l'importance capitale de ce secteur pour la région du lac Saint-Pierre. Toutefois, bien que cette étude se base sur plusieurs recherches effectuées depuis maintenant quelques années sur les changements climatiques et leurs impacts, il demeure que les valeurs desdits impacts sont sensibles aux méthodologies utilisées et sont donc difficilement comparables. Il faut garder toutefois en mémoire que l'incertitude demeure quant aux conditions climatiques futures et que le fleuve Saint-Laurent fait partie d'un système maritime complexe lié aux Grands-Lacs. Les changements climatiques soulèveront probablement d'autres enjeux parallèlement à la diminution du débit et du niveau de l'eau, tels que les inondations, l'érosion, les problèmes de qualité de l'eau et autres. Des études complémentaires seront nécessaires afin d'avoir un portrait plus global du phénomène dans les prochaines années.

Pour plus de détails sur l'étude coordonnée par Ouranos, consultez le lien suivant :
https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/ACA_GLSL-synthèse_VF.pdf

Un texte de Chantelle Provost-Dubois



PARTICIPATION

- COMITÉ DE TRAVAIL POUR LA CONSERVATION DES TOURBIÈRES DE LANORAIE - 3 mai 2016
- COMMISSION MIXTE ORGANISÉE PAR STRATÉGIES ST-LAURENT - 17 mai 2016
- FORUM RÉGIONAL DE LA TCR - 9 juin 2016
- FORMATION SUR LA DÉLIMITATION DE LA LIGNE DES HAUTES EAUX ET DES MILIEUX HUMIDES - 10 juin 2016
- CONSULTATION SUR LE PLAN D'INTERVENTION LOCALISÉ DE TRANSPORT CANADA - 16 juin 2016
- CONSULTATION POUR LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE L'EAU - 17 juin 2016
- COMITÉ DE BUREAU DE PROJET DE L'ILE BOURDON - 12 avril et 5 juillet 2016
- COMITÉ PERMANENT DE SUIVI DES EAUX USÉES DE MONTREAL - 6 juillet 2016
- COMITÉ DE TRAVAIL EN AGROENVIRONNEMENT - 7 juillet 2016
- CONSEIL STRATÉGIQUE DE LA TCR - 30 juin et 20 octobre 2016



RÉALISATIONS

- PRESENTATION AU AQUAHACKING DES ENJEUX DU FLEUVE - 12 mai 2016
- COORDINATION DES TRAVAUX DE CONTRÔLE DU GOÉLAND À BEC CERCLÉ - Mai et juin 2016
- PÊCHE EN HERBE À LAVALTRIE - 4 juin 2016
- CONFÉRENCE SUR LE RÔLE DES BANDES RIVERAINES À REPENTIGNY - 7 juin 2016
- COORDINATION DES TRAVAUX DE RESTAURATION DU MARAIS DE LAVALTRIE - juin à septembre 2016
- SUIVI DES PLANTES EXOTIQUES ENVAHISSANTE - Juillet 2016

16 sites ont été visités cette année sur les îles Bouchard, Beauregard, Desmarais et sur la rive de Contrecoeur. L'alpiste roseau domine la majorité de ces sites (10 sites). Plusieurs autres plantes ont été observées tels que la Salicaire commune (9 sites), le Butome à ombelle (7 sites), l'Hydrocharide grenouillette (2 sites) et le Phragmite commun (1 site).

Bon point à noter : la majorité des sites comportent quand même une belle diversité floristique. Il faut donc continuer le suivi afin de voir l'évolution des PEE et leur impact sur la flore indigène des milieux humides.

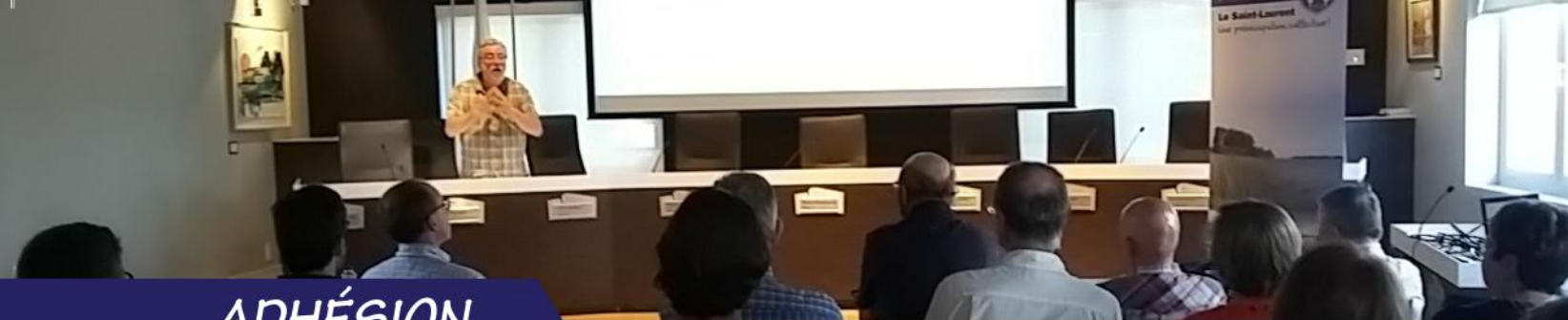
- PÊCHE EN HERBE À VERCHÈRES - 24 septembre 2016
- SOMMET AQUAHACKING - 5 et 6 octobre 2016

ÉVÈNEMENTS À VENIR

- SENSIBILISATION AUX IMPACTS OCCASIONNÉS SUR LA FAUNE AVIAIRE PAR LES UTILISATEURS DANS LA ZICO DE CONTRECOEUR - Automne 2016

Sensibilisation aux bonnes pratiques et amélioration des connaissances des utilisateurs par rapports aux milieux vulnérables et à la faune dans la ZICO de Contrecoeur.

- JOURNÉE D'INITIATION À LA PÊCHE BLANCHE - Février 2017
- FÉERIE D'HIVER À LAVALTRIE - Janvier 2017



ADHÉSION

Collectivité mobilisée pour le fleuve Saint-Laurent

Le Comité ZIP des Seigneuries est un organisme sans but lucratif dont la mission est de promouvoir et de soutenir, par la concertation régionale, les initiatives environnementales visant l'amélioration de la qualité de vie, l'exploitation responsable des ressources biologiques et l'harmonisation des processus biologiques et des activités humaines sur son territoire d'intervention.

La sauvegarde et la mise en valeur des richesses du fleuve Saint-Laurent sont des projets de société auxquels vous êtes convié à participer en devenant membre du Comité ZIP des Seigneuries. Les fonds en provenance de l'adhésion des membres sont investis dans des projets concrets valorisant l'implication communautaire.

Ainsi, en devenant membre vous aidez les communautés riveraines à prendre en charge la protection de notre fleuve Saint-Laurent, une préoccupation collective !

Pourquoi devenir membre ?

- Pour faire connaître vos préoccupations en lien avec le fleuve Saint-Laurent ainsi que pour avoir la possibilité de participer à la vie démocratique de l'organisme,
- Pour partager vos activités, vos informations et vos connaissances sur l'écosystème fluvial,
- Pour recevoir par courriel le bulletin Le Héraut et divers liens intéressants.

Vous pouvez dès maintenant faire un don en ligne sur notre site Internet au :

www.zipseigneuries.com

en cliquant sur l'icone «Faire un don».

Faire un don



Formulaire d'adhésion

Entreprise :

Nom :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

Catégorie	Cotisation
☐ Individu	10 \$
☐ Organisme sans but lucratif	25 \$
☐ Petite entreprise* et municipalité	30 \$
☐ Grande entreprise	75 \$
☐ Cotisation :	\$
☐ Don :	\$

* Entreprise de moins de 25 employés

** Organisme de bienfaisance enregistré

Faites parvenir le formulaire d'inscription avec votre cotisation annuelle :

1095, rue Notre-Dame, Saint-Sulpice (Québec) J5W 4L9

À noter :



100 % Ce document est imprimé sur du papier Cascades Rolland Enviro100

Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :
This project was undertaken with the financial support of:



Environnement et
Changement climatique Canada

Environment and
Climate Change Canada